

rendement. Mais je n'ai pas tort d'affirmer, je pense, qu'assurés de recevoir des contrats un grand nombre de nos industriels seraient disposés à étendre leurs établissements. Voilà ce dont a besoin cette province puisque, comme le rappelait l'un d'entre nous tout à l'heure, nos jeunes gens et nos jeunes filles ont été induits à quitter la province, au cours de la guerre, par la perspective d'emplois mieux rémunérés dans l'Est. Nous aurions aimé garder nos gens chez nous. Nous nous y trouvons aux prises avec un problème. Il n'est pas, dans notre province, de problème plus grave que celui que pose le désir que nous avons d'améliorer notre réseau routier, nos hôpitaux etc. Mais, pour y arriver, il faut qu'on nous assure une population stable. Il faut que nous disposions sur place de contribuables prêts à payer l'impôt. Nous ne voulons pas que, chaque fois qu'il y a une guerre ou bruit de guerre, nos gens quittent la province et nous laissent, de ce point de vue, dans l'impossibilité d'agir. Voici le point: Nous pouvons, à condition qu'on nous aide, établir là-bas des industries permanentes. Je conviens qu'on nous aide un peu, mais, avec l'honorable député de Moose-Jaw, je déclare que cela ne suffit pas.

**M. Wright:** Monsieur le président, dans le même sens, je dirai qu'au Canada la plupart de nos industries ont commencé par être de petits ateliers et qu'elles ont grandi par la suite. C'est précisément ce dont nous cherchons à persuader le ministre, en ce qui concerne la Saskatchewan. Nous avons, dans diverses villes, un petit établissement et de l'outillage qui, selon nous, pourraient servir à l'exécution de sous-traités. Je reconnais volontiers que nous n'avons pas les installations hydro-électriques qu'exige l'exploitation de vastes usines et d'un outillage considérable. C'est seulement quand nous aurons réussi à mettre en valeur quelques-unes de nos ressources énergétiques que nous pourrions industrialiser la province pour la peine. Toutefois, nous avons de petits ateliers, de petites industries qui, avec un peu d'aide et quelques contrats, pourraient devenir des industries prospères et aider à la production militaire. Ces industries resteraient disponibles pour la production de paix après celle de la guerre.

C'est à peu près le seul genre d'industrie qui pourrait se développer dans la Saskatchewan à l'heure actuelle. Autrement dit, on pourrait transformer les petits établissements en grands établissements en vue d'aider à la réalisation du programme de réarmement. C'est parce que nous n'y avons pas réussi durant les quatre ou cinq dernières années que l'honorable député de Moose-Jaw et d'autres représentants de la Saskatchewan tiennent tant à ce qu'il se fasse quelque chose.

J'ai sous les yeux les comptes publics de l'année 1949-1950, qui indiquent qu'au cours de cette année-là, l'armée a dépensé \$53,604,000 pour l'acquisition, la construction et l'achat de propriétés. On n'a dépensé que \$30,100.36 de cette somme en Saskatchewan, y compris un contrat de \$19,000 adjugé à une entreprise de Winnipeg.

Puis, sous la même rubrique, la marine a dépensé \$40,688,000 pour l'acquisition, la construction et l'achat de propriétés, mais elle n'a pas dépensé un dollar en Saskatchewan. Au même chapitre l'aviation a dépensé \$77,502,575, et ici encore on n'a pas dépensé un seul dollar en Saskatchewan. Ces chiffres sont indiscutables, et ils ne manquent pas d'inquiéter ceux d'entre nous qui viennent de cette province. Je suis d'avis qu'on devrait chercher à répartir davantage nos industries. Si la guerre éclate il y a tout lieu de croire qu'il y aura des bombardements et l'industrie se trouvera désorganisée; or on pourrait éviter une bonne partie de cette dislocation en distribuant les industries plus également à travers le pays.

C'est là un des principaux arguments. Le problème du logement vient compliquer la situation davantage quand on concentre de grandes quantités de gens dans l'est du Canada. De 1941 à 1944 les gens quittaient la Saskatchewan pour aller s'établir dans l'Est ou l'Ouest, mais nous ne voulons plus assister à un tel exode. Nous espérons pouvoir garder nos gens et développer nos propres industries. Ce n'est qu'en commençant au bas de l'échelle, avec de petits ateliers, et en leur accordant des contrats afin de leur permettre de s'agrandir et de devenir des établissements importants, que nous pourrions diversifier nos industries au Canada.

Pendant que j'ai la parole, j'aimerais dire un mot des matières premières. Il me semble que nous sommes en butte à deux principales difficultés en ce qui concerne nos préparatifs de défense. La première est la répartition des matières premières et la seconde, l'uniformisation de notre matériel. Nous constatons que beaucoup de pays européens signataires du traité de l'Atlantique-Nord ont de la difficulté à obtenir les matières premières nécessaires qui leur permettront de faire un effort véritable afin d'assumer leur part du fardeau. Je ne sais pas ce que fait notre gouvernement; le ministre le sait. Cependant, il me semble que nous nous sommes disputé les matières premières rares l'an dernier. En conséquence, les nations puissantes sont en bien meilleure posture. Néanmoins, il nous arrive de critiquer d'autres nations qui ne sont pas aussi bien